



## S'attaquer à la SNCB, c'est attaquer de plein fouet les femmes !

Face aux restrictions budgétaires imposées à la SNCB par le Gouvernement et dans le contexte des actions légitimes de grèves des travailleurs et travailleuses du rail, Vie Féminine tient à rappeler que s'attaquer aux services de la SNCB, c'est attaquer de plein fouet les femmes et les éloigner encore plus d'une mobilité de qualité.



*Action Vie Féminine, gare de Namur, 2011*

Vie Féminine dénonce depuis longtemps les mesures gouvernementales qui mettent à mal les droits socioéconomiques des femmes et les plans d'austérité qui prennent pour cible les services publics.

Les femmes sont en effet nombreuses à fréquenter les transports publics par choix, parce qu'elles n'ont pas de permis de conduire ou parce qu'elles n'ont pas toujours accès à la voiture<sup>1</sup>.

Les femmes travaillent plus souvent à temps partiel, pratiquent fréquemment des métiers de soins à la personne et gagnent généralement un salaire moins important. De plus, elles continuent à prendre en charge la majorité des tâches ménagères et elles s'occupent plus assidûment des personnes âgées, des enfants ou des malades. Ainsi, alors que les hommes se déplacent d'un point à l'autre, les femmes effectuent de nombreux arrêts. C'est ce qu'on appelle la mobilité en chaîne (Par ex. : Maison-crèche-travail-magasin-crèche).

Nous constatons que la répartition contrastée des rôles sur le marché du travail et au sein de la famille engendre chez les femmes une conception différente de la mobilité.

<sup>1</sup> Lorsque le ménage dispose d'un véhicule, c'est généralement l'homme qui l'utilise. Près d'un homme sur deux utilise la voiture cinq jours par semaine contre trois jours par semaine pour une femme.

Les femmes contrecarrent en partie leur **sentiment d'insécurité** dans l'espace public par la création d'habitudes de déplacements, c'est-à-dire qu'elles empruntent le plus souvent possible le même trajet, aux mêmes heures de la journée. Elles limitent même souvent leurs activités pour éviter de prendre des risques.

Comme on le voit, **la mobilité des femmes témoigne d'une réalité spécifique dont traditionnellement nos décideurs ne tiennent pas compte**<sup>2</sup>. Les 3 milliards que Le gouvernement est en train de retirer au budget de la SNCB aura des conséquences en termes de hausse des tarifs, de retards, de fermeture de gares et de tronçons, de diminution du nombre d'accompagnateurs... Toutes ces conséquences sont néfastes pour les femmes :

- **L'augmentation des tarifs** : cela impactera d'autant plus les femmes qu'elles utilisent davantage les transports en commun et ont, de manière générale, des revenus moindres.
- **La suppression de certaines gares** : dans la campagne « Gare à ma gare » menée par les femmes de Vie Féminine contre la fermeture de la gare de Fleurus, la réalité a démontré qu'aux petites heures du matin, le lieu était fréquenté presque uniquement par des femmes.
- **La suppression des trains « non rentables » en milieu rural ou en dehors des heures de pointe** : ce qui engendre des difficultés supplémentaires dans la mobilité des femmes, la gestion de leur journée et impacte leur possibilité de combiner le fait d'accéder à un emploi et d'assumer les nombreuses responsabilités qui pèsent sur elles. Ainsi, ce manque de mobilité limite les possibilités pour les femmes d'accéder à l'espace public, à l'emploi, à la formation, à la vie associative et culturelle.
- **Les modifications des horaires et le rallongement des parcours**, dus à ces suppressions, vont accentuer les problématiques liées aux milieux d'accueil de la petite enfance. Non seulement, les places d'accueil sont limitées mais les horaires de ces milieux ne sont pas calqués sur la flexibilité demandée aux femmes. De ce fait, les femmes seront obligées de repenser leur parcours, sans solution adéquate de garde, voire de diminuer leur temps de travail ou d'arrêter de travailler plusieurs années.
- **La diminution du nombre d'accompagnateurs et d'accompagnatrices** : cela aura des conséquences sur la sécurité des femmes car par leur simple présence, ces professionnel-le-s diminuent le sentiment d'insécurité vécu par les femmes.

Ces situations spécifiques face à la mobilité montrent combien les femmes sont concernées par l'avenir de la SNCB. Vie Féminine souhaite donc se joindre aux nombreuses voix qui s'élèvent aujourd'hui pour exiger une politique ambitieuse pour des transports publics accessibles et de qualité. Et également rappeler que le combat des travailleurs et travailleuses de la SNCB, c'est aussi le combat des femmes !

## Contact

Hafida Bachir, présidente de Vie Féminine

02/ 227 13 01 - 0487.27.67.37

[presidente-nationale@viefeminine.be](mailto:presidente-nationale@viefeminine.be)

---

<sup>2</sup> Rappelons que la loi fédérale du gendermainstreaming de 2007, qui prévoit de tenir compte de l'impact des mesures sur les femmes et les hommes, n'est toujours pas appliquée.